



Financé par
l'Union européenne



Atelier de diagnostic des Systèmes d'Innovation Agricole de la région Amoron'i Mania Filières Pisciculture et Poulet gasy

Compte rendu de l'atelier des 27 et 28 janvier 2026



Avril 2026

Ce rapport est établi par l'équipe de consultants Augustin DOUILLET, Holy RAHARINJANAHARY, Noelson RANOMENJANAHARY, avec la contribution des équipes FOFIFA et CIRAD Andrianandraina Tolojanahary Olivier ZONANTENAINA (assistant de recherche FOFIFA), Harisoa Andriamanana RAZAFIMBELONAINA (assistante de recherche FOFIFA), Francky TOHANAY (responsable suivi-évaluation CIRAD), Hanitriniaina Mamy RAZAFIMAHATRATRA (Chercheure FOFIFA, Responsable R5 projet MAKIS) et Sarah AUDOUIN (Chercheure CIRAD, Coordinatrice du projet MAKIS).

Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne, dans le cadre du projet MAKIS (FOOD/2021/422-432.) Son contenu relève de la responsabilité exclusive des auteurs et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.



Table des matières

1	Introduction	3
1.1	Présentation du projet MAKIS	3
1.2	Qu'est-ce que le système d'innovation agricole (SIA) ?	4
1.3	Quels sont les services supports à l'innovation (SSI) ?	4
1.4	Région Amoron'i Mania, focus sur les filières pisciculture et poulet gasy	5
1.5	Enquête des acteurs accompagnant l'innovation sur les filières pisciculture et poulet gasy	5
2	Innovations, diagnostic et pistes d'action pour la filière piscicole	6
2.1	Innovations dans la filière piscicole	6
2.2	Cartographie des acteurs et fonctions de la filière piscicole.....	7
2.2.1	Acteurs et services	7
2.2.2	Coopérations des acteurs au sein de la filière	11
2.3	Problèmes et défis constatés au niveau de la filière piscicole	12
2.3.1	De manière générale sur la filière	12
2.3.2	Défi n°1 : Structurer et sécuriser la commercialisation des produits piscicoles	13
2.3.3	Défi n°2 : Renforcer la résilience de la pisciculture face aux aléas climatiques	13
2.4	Pisciculture : propositions de pistes d'action formulées par les acteurs	14
3	Innovations, diagnostic et pistes d'action pour la filière poulet gasy	16
3.1	Innovations dans la filière poulet gasy.....	16
3.2	Cartographie des acteurs et fonctions de la filière poulet gasy	16
3.2.1	Acteurs et services	16
3.2.2	Coopérations des acteurs au sein de la filière	20
3.3	Problèmes et défis constatés au niveau de la filière poulet gasy.....	22
3.3.1	De manière générale sur la filière	22
3.3.2	Défi n°1 : Renforcer la gestion de la santé animale.....	22
3.3.3	Défi n°2 : Professionnaliser les éleveurs	23
3.4	Poulet gasy : propositions de pistes d'action formulées par les acteurs	24
4	Evaluation de l'atelier par les participants	27
4.1	Répondants	27
4.2	Apprentissage et Impact de l'Atelier	27
5	Conclusion de l'atelier régional.....	30

Liste des figures

Figure 1 - Maillons sur lesquels les acteurs enquêtés interviennent dans la filière piscicole	7
Figure 2 - Modalités d'accompagnement de la filière piscicole	7
Figure 3 - Acteurs, services supports, modalités d'intervention et collaborations le long de la filière (résultat du groupe d'acteurs de la filière piscicole)	10
Figure 4 - Maillons sur lesquels les acteurs enquêtés interviennent.....	17
Figure 5 - Modalités d'accompagnement des producteurs et acteurs de la filière poulet gasy :	17
Figure 6 - Acteurs, services supports, modalités d'intervention et collaborations le long de la filière (résultat du groupe d'acteurs de la filière élevage à cycle court)	20
Figure 7 - Groupe de travail sur la filière poulet gasy.....	26
Figure 8 - Groupe de travail de la filière piscicole	26

Liste des tableaux

Tableau 1- Cartographie des organisations, services supports à l'innovation et modalités d'intervention de la filière piscicole	8
Tableau 2 - Pistes d'actions pour la filière piscicole	14
Tableau 3 - Cartographie des organisations, services supports à l'innovation et modalités d'intervention de la filière élevage à cycle court.....	18
Tableau 4 - Pistes d'actions pour la filière poulet gasy	24

1 Introduction

1.1 Présentation du projet MAKIS

Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne dans le cadre du projet MAKIS (Malagasy Agricultural Knowledge and Innovations Systems) - N°FOOD/2021/422-432 - porté par le Cirad et en partenariat avec le FOFIFA, AVSF, Agrisud, FIFATA, le GRET, l'IRD, l'APDRA et le CHTT.

Le projet MAKIS vise à renforcer les capacités des acteurs du secteur agricole (organisations paysannes, conseillers agricoles, chercheurs, entreprises et décideurs) à accompagner et amplifier les innovations techniques, organisationnelles et sociales en milieu rural à Madagascar. Il cherche à mieux comprendre comment émergent, se développent et sont accompagnées les innovations agricoles dans différents contextes territoriaux, afin d'identifier les facteurs favorisant leur adoption durable. L'une des activités du projet vise à formuler des recommandations concrètes d'évolution du dispositif institutionnel d'accompagnement de l'innovation à Madagascar, en s'appuyant sur des ateliers régionaux. Cette échelle régionale est justifiée par la forte hétérogénéité des contextes biophysiques et institutionnels à Madagascar qui influencent fortement la manière d'accompagner l'innovation agricole. Ces ateliers régionaux de diagnostic des systèmes d'innovation ont donc pour objectif de capturer ces spécificités régionales, afin d'identifier des pistes discutées et proposées par les acteurs régionaux pour accompagner plus efficacement l'innovation agricole.

Ces diagnostics se déroulent de manière participative et avec une diversité de participants impliqués dans deux filières sélectionnées. Ils sont l'occasion d'un renforcement de capacité des différents participants pour consolider leur vision systémique et multi-acteurs de l'accompagnement de l'innovation en région, en fournissant à la fois de repères méthodologiques pour catégoriser les interventions et les appuis fournis et en offrant un espace de discussion approfondie au sujet de l'innovation agricole.

Ces ateliers diagnostics sont conduits dans 9 régions de Madagascar : Itasy, Vakinankaratra, Analamanga, Bongolava, Androy, Vatovavy, Analanjirofo, Amoron'i Mania, DIANA.

Qu'est-ce que l'innovation agricole ?

L'innovation agricole correspond à un changement développé et mis en pratique par des acteurs, qui peuvent être des producteurs, des coopératives ou groupements de producteurs, des entrepreneurs agricoles, ou des réseaux plus larges d'acteurs. Ces changements peuvent être de nature différente :

- **Des changements techniques** : une nouvelle pratique agricole, un nouvel équipement, de nouvelles semences, de nouveaux fertilisants, etc.
- **Des changements organisationnels** : une nouvelle manière de s'organiser collectivement : stockage collectif de semences ou de récoltes, système d'épargne, labélisation de produits agricoles suivant un cahiers des charges, etc.
- **Des changements institutionnels** : de nouvelles règles pour gérer collectivement un territoire, un espace agricole et naturel, etc.

1.2 Qu'est-ce que le système d'innovation agricole (SIA) ?

Le système d'innovation agricole est "un réseau d'acteurs ou d'organisations et d'individus, ainsi que des institutions et des politiques de soutien dans le secteur agricole et les secteurs connexes qui apportent des produits, des processus et des formes d'organisation existants ou nouveaux dans l'utilisation sociale et économique. Les politiques et les institutions (formelles et informelles) façonnent la façon dont ces acteurs interagissent, génèrent, partagent et utilisent les connaissances, et qu'ils apprennent ensemble" (TAP, 2016).

1.3 Quels sont les services supports à l'innovation (SSI) ?

Les producteurs ont besoin d'appuis diversifiés pour répondre à leurs besoins tout au long de leur trajectoire d'innovation. Ces besoins dépassent le conseil technique ou les dotations en intrants : ils intègrent également la mise en réseau des producteurs, le renforcement de capacité, l'appui institutionnel, l'accès au marché, etc.

L'accompagnement de l'innovation agricole se traduit par des relations de service qui s'établissent entre les producteurs et des organisations qui les fournissent. L'accompagnement de l'innovation se structure au sein de dispositifs plus ou moins complexes, qui passent par des appuis directs aux producteurs, et parfois par des bénéficiaires intermédiaires (par exemple paysans leader, paysans relais) formés et accompagnés (voir fiche mémo disponible en ligne).

Exemple : Une ONG de développement diffuse une variété améliorée auprès des agriculteurs. En lien avec cet objectif, l'ONG peut fournir une diversité de services support à l'innovation :

	SSI 1 : Amélioration de l'accès aux ressources Exemple : L'ONG accompagne la mise en place de GVEC
	SSI 2 : Conseil et appui technique Exemple : L'ONG met en place des paysans leaders qui font des appuis techniques
	SSI 3 : Production et diffusion de nouvelle connaissance Exemple : L'ONG produit des vidéos pédagogiques sur les intrants agroécologiques
	SSI 4 : Appui à la mise au marché Exemple : L'ONG met en place un système d'information sur le prix du riz
	SSI 5 : Recherche et Innovation Exemple : L'ONG fait des essais en milieu paysan pour évaluer la performance de la nouvelle variété
	SSI 6 : Accompagnement organisationnel Exemple : L'ONG accompagne les agriculteurs à être des paysans leaders
	SSI 7 : Mise en relation, réseautage, partenariat Exemple : L'ONG organise des visites échanges entre producteurs de variétés améliorées
	SSI 8 : Appui institutionnel Exemple : L'ONG appuie à la réglementation sur l'utilisation de variétés améliorées
	SSI 9 : Appui aux activités entrepreneuriales innovantes Exemple : L'ONG finance des formations de jeunes entrepreneurs

1.4 Région Amoron'i Mania, focus sur les filières pisciculture et poulet gasy

Le choix des filières proposées vise à couvrir une diversité de filières et donc de situations d'accompagnement de l'innovation au travers des 9 diagnostics régionaux. Les filières choisies doivent également être reconnues pour leur potentiel acquis ou émergent dans la région, ainsi que sur les dynamiques d'accompagnement à l'œuvre au travers de projets ou d'acteurs régionaux. Plusieurs sources d'information relatives aux filières prioritaires ont été mobilisées : le Fonds de Développement Agricole (FDA) et la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE) et en consultation des acteurs régionaux (OP régionales, partenaires du projet MAKIS). Les choix ont été validés finalement par la DRAE et la région.

1.5 Enquête des acteurs accompagnant l'innovation sur les filières pisciculture et poulet gasy

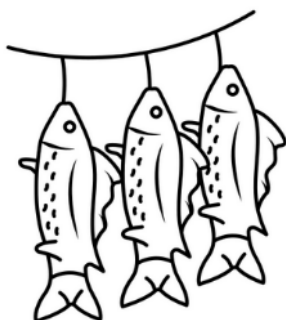
Afin collecter une première série d'informations sur la structure de l'accompagnement de l'innovation en région, un questionnaire en ligne a été adressé à des personnes ressources sur les 2 filières sélectionnées.

Neuf structures différentes ont répondu au questionnaire sur la pisciculture et quatre structures sur la filière élevage à cycle court. Elles représentent une diversité d'acteurs représentant les producteurs, les ONG ou associations accompagnant les acteurs du secteur et les institutions publiques.

Malgré ce faible échantillon, les informations communiquées permettent de dégager de grandes tendances. Les données chiffrées présentées dans chacun des comptes-rendus filières ne sont donc pas à considérer comme une source statistiquement représentative de données de la filière considérée. Ces informations fournissent des informations complémentaires à celles plus précises recueillies lors des ateliers.

Les résultats des enquêtes sont présentés dans les comptes-rendus par filière.

2 Innovations, diagnostic et pistes d'action pour la filière piscicole



2.1 Innovations dans la filière piscicole

Les innovations énumérées par les acteurs relèvent de 2 grandes catégories :

- **Innovations techniques et technologiques :**
 - Élevage de BSF (Black Soldier Fly) pour la production d'aliments alternatifs
 - Amélioration génétique
 - Installation de supports de ponte (incubation / reproduction) – activité encore à un stade intermédiaire
 - Production d'alevins
 - Production d'alevins résilients au changement climatique
 - Zone d'émergence piscicole (ZEP) pour l'ONG Tafa
 - Formation en techniques de rizipisciculture
 - Formation en techniques d'élevage en bassin
 - Technique de stockage hors sol (initiative récente expérimentée par un maire)
- **Innovations organisationnelles et institutionnelles :**
 - Formation des jeunes
 - Appuis aux associations d'éleveurs (au niveau local VMI, au niveau communal VMK, au niveau régional VMR) sur différents aspects : lutte contre l'insécurité/sensibilisation sur la réglementation existante, organisation de la commercialisation
 - Amélioration de la sécurité pour les activités piscicoles
 - Création d'une carte d'éleveur (renouvelée tous les 5 ans)
 - Ventes d'œufs
 - Création d'un carnet de ventes
 - Incitation orientée vers les femmes à intégrer l'activité
 - Prêt d'alevins remboursés en poissons
 - Collaboration entre un pisciculteur et un propriétaire de terrain : le pisciculteur donne une partie de sa production au propriétaire de terrain
 - Protection des bassins versants (reboisement)

2.2 Cartographie des acteurs et fonctions de la filière piscicole

2.2.1 Acteurs et services

Maillons accompagnés dans la filière piscicole :

Les enquêtes montrent que le maillon de la production est très largement le plus accompagné dans la filière piscicole, suivi par les maillons de la collecte, vente et consommation.

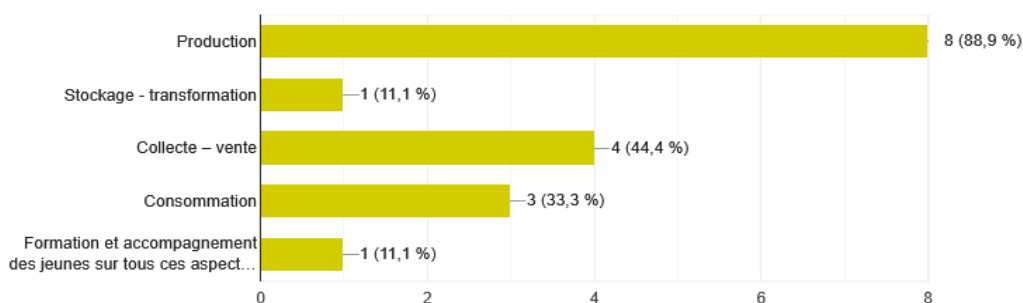


Figure 1 - Maillons sur lesquels les acteurs enquêtés interviennent dans la filière piscicole

Modalités d'intervention des acteurs de l'accompagnement :

Une majorité (66,6%) des organisations enquêtées accompagnent les producteurs au travers d'intermédiaires paysans tels que les paysans relais, Maîtres Exploitants (Mex) ou paysans leaders, en complément de techniciens ou animateurs, alors que 33,3 % interviennent uniquement au travers de techniciens.

Elles mobilisent des modalités d'intervention variées associant une majorité d'actions collectives (formation de groupe, conseil collectif, visites d'échange, appui aux OP, tests et démonstrations) à des interventions individuelles (dotations de départ, conseil individuel, formation des jeunes). Les outils de diffusion de connaissance comme l'usage de nouvelles technologies ou la distribution de fiches techniques sont utilisés par 2 des organisations enquêtées. Aucune action de recherche en centre n'est présente sur la filière dans la région.



Figure 2 - Modalités d'accompagnement détaillées : (1) Formation de groupe en présentiel / sensibilisation collective, (2) Apprentissage par les pairs (paysan à paysan), (3) Dotations de départ (matérielle ou financière), (4) Tests et démonstrations au champ (parcelles de démonstration, champs-école paysans, jardins scolaires, etc.), (5) Tests en laboratoires / centres, (6) Conseil individuel, (7) Conseil collectif, (8) Appui aux organisations de producteurs / coopératives, (9) Nouvelles technologies (radio, vidéo, e-learning, tablettes numériques, etc.), (10) Formation et insertion des jeunes, (11) Formation initiale longue, (12) Coaching entrepreneurial / incubateur / pépinière, (13) Organisations d'événements, (14) Visites d'échange

Le tableau ci-après détaille les acteurs, les services supports qu'ils mettent en œuvre ainsi que leurs modalités d'intervention :

Tableau 1- Cartographie des organisations, services supports à l'innovation et modalités d'intervention de la filière piscicole

Organisation et maillon d'intervention	Services supports à l'innovation	Modalités d'intervention
DRPEB (production) (Direction Régionale de la Pêche et de l'Économie Bleue)	a. Facilitation de l'accès aux ressources b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances d. Accompagnement à la mise en marché f. Formation et accompagnement organisationnel h. Soutien institutionnel	a. Rôle de facilitateur dans la filière piscicole, distribution d'alevins aux pisciculteurs, distribution d'aliments pour poissons, Fourniture d'un éclosoir en vue d'améliorer la production d'alevins. b. Formation technique au niveau de la commune. c. émission radio, communication sur la fermeture et l'ouverture de la pêche, fiche technique, flyers, calendrier piscicole, site web (condition d'exportation) d. Campagne de sensibilisation visant à limiter la commercialisation des poissons durant la période de surproduction (janvier à juin) f. Appui organisationnel et technique aux associations h. Plaidoyer sur l'insécurité, carnet pour les commerçants de poisson, carte pour les pisciculteurs
DREDD (Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable)	a. Conseil et accompagnement technique	b. Protection des bassins versants, reboisement
Tafo Mihaavo	a. Facilitation de l'accès aux ressources b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances f. Formation et accompagnement organisationnel g. Mise en relation	a. Approche par la demande, mise en relation b. Visite d'échange c. Emission radio f. Appui organisationnel et technique aux associations g. Foire communale et régionale, échange, Recherche de débouchés
VMK (Vovonan'ny Mpamokatra Kaominaly) et VMI (Vondron'ny Mpiompy eny Ifotony)	a. Facilitation de l'accès aux ressources b. Formation et accompagnement organisationnel c. Appui institutionnel	a. Échange et prêt d'alevins entre membres de l'association f. Mise en place d'un cadre réglementaire pour la coordination et le contrôle mutuel
VMR (Vovonan'ny Mpamokatra Rezonaly)	a. Facilitation de l'accès aux ressources d. Accompagnement à la mise en marché	a. GVEC d. vente groupée g. Foire communale et régionale, échange, Recherche de débouchés

Organisation et maillon d'intervention	Services supports à l'innovation	Modalités d'intervention
	g. Mise en relation h. Soutien institutionnel	h. Plaidoyer
Collège agricole d'Ambondromisotra	a. Facilitation de l'accès aux ressources b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances	a. Construction de bassin, Production d'alevins b. Conseil et formation pour les jeunes c. Emission radio
APDRA	a. Facilitation de l'accès aux ressources b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances f. Formation et accompagnement organisationnel g. Mise en relation h. Soutien institutionnel	a. Appui technique aux individus et aux associations, formation et utilisation de support de pont b. Formation technique, suivi, pratique avec les ACP. Conseil d'exploitation familiale (CEF) c. Fiche technique, fiche innovation, journal, annuaire pour les commerçants, émission radio, site web f. Accompagnement organisationnel g. Foire communale et régionale, échange, Recherche de débouchés, Mise en relation FDA et les PTF h. Plaidoyer sur le cadre réglementaire
FIFATAM (OP régionale membre de FIFATA)	b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances f. Accompagnement organisationnel	b. Conseil et accompagnement technique via conseiller technico-économique et paysans relais c. Emission radio f. Appui organisationnel aux associations via conseillers agricoles de proximité, socio-organisateur et paysans leaders
PRA (Promotion Rurale Ambositra)	b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances f. Formation et accompagnement organisationnel g. Mise en relation	b. Assistance technique c. Emission radio f. Appui organisationnel et technique aux associations g. Foire communale et régionale, échange, Recherche de débouchés
CAP Malagasy (en appui à l'OPR FIFATAM)	b. Conseil et accompagnement technique c. Production et diffusion de nouvelles connaissances f. Accompagnement organisationnel	b. Conseiller technico-économique et paysans relais, parcelle de démonstration, formation technique c. Emission radio f. Appui organisationnel aux associations via conseillers agricoles de proximité et paysans leaders
TTMR (Tranoben'ny Tantsaha Mpamokatra Rezonaly)	b. Conseil et accompagnement technique f. Formation et accompagnement organisationnel g. Mise en relation h. Soutien institutionnel	b. Formation technique f. Appui organisationnel et technique aux associations g. Foire communale et régionale, échange, Recherche de débouchés h. Plaidoyer, lobbying politique

Organisation et maillon d'intervention	Services supports à l'innovation	Modalités d'intervention
FDA (Fonds de développement Agricole)	a. Facilitation de l'accès aux ressources b. Conseil et accompagnement technique f. Formation et accompagnement organisationnel	a. Subventions sur l'acquisition de matériels agricoles, l'achat d'intrants ainsi que la construction et la réhabilitation de barrages. b. Via des prestataires mobilisés dans le cadre des subventions octroyées f. Appui organisationnel aux associations dans le cadre des subventions octroyées
ZEP (zone d'émergence piscicole) ¹	a. Facilitation à l'accès aux ressources	h. Cahier de charge pour les alevins et les poisson bien engraisé



Figure 3 - Acteurs, services supports, modalités d'intervention et collaborations le long de la filière (résultat du groupe d'acteurs de la filière piscicole)

¹ « Les ZEP ont vocation à développer un pôle piscicole intégré combinant production d'alevins, élevage de poissons, aménagement d'infrastructures aquacoles, appui technique aux producteurs et structuration de la commercialisation. » (Midi Magasikara, Mars 2024). Les ZEP sont des infrastructures publiques servant de support à une exploitation professionnalisée confiée à des opérateurs économiques. Dans la région Amoron'i Mania, la gestion de la ZEP a été confiée à l'ONG Tafa dans le cadre d'une location-gérance.

2.2.2 Coopérations des acteurs au sein de la filière

Les collaborations entre les acteurs de la filière pisciculture s'organisent principalement autour de fonctions complémentaires, allant de l'accès aux ressources à l'appui institutionnel. La DRPEB, particulièrement dynamique, est le pivot central de la coordination / facilitation.

Les collaborations techniques reposent sur une articulation entre services publics, organisations paysannes, structures d'appui et projets.

- Collaboration entre DRPEB et APDRA car ces derniers interviennent surtout dans le renforcement des capacités techniques des pisciculteurs et des associations, grâce à des formations, le suivi pratique avec les ACP, le conseil d'exploitation familiale et l'appui à l'utilisation de supports de ponte. Ces modalités s'inscrivent en lien avec les associations de base VMI (Vondron'ny Mpiompy eny Ifotony), VMK (Vondron'ny Mpiompy eo anivon'ny Kaominina) et VMR (Vondron'ny Mpiompy eo anivon'ny Faritra).
- Collaboration DRPEB-TTMR dans les zones non couvertes par APDRA ou auprès des pisciculteurs qui n'intègrent pas les associations de base accompagnées par APDRA.
- Collaboration DRPEB-Tafo Miaavo dans les zones périphériques de la nouvelle aire protégée du Corridor Fandriana-Vondrozo
- Mais des collaborations techniques existent aussi entre les structures d'appui, par exemple entre APDRA, l'OPR FIFATAM et Cap Malagasy ou entre Cap Malagasy et PRA.

En matière de **facilitation de l'accès aux ressources**, il semble que les collaborations soient relativement limitées mais les différents acteurs interviennent selon leurs modalités respectives pour faciliter l'accès aux alevins, à l'alimentation et aux matériels nécessaires. La ZEP prévoit prochainement la mise en place d'un éclosier pour augmenter la production d'alevins et d'une extrudeuse pour la fabrication d'aliments pour poissons (unité de transformation / broyage et extrusion des aliments piscicoles).

En matière de mise en marché, APDRA accompagne la commercialisation des produits piscicoles en lien avec les associations de pisciculteurs VMI, VMK, VMR, tandis que VMR, PRA, TTMR et Tafomihaavo contribuent à la recherche de débouchés à travers les foires communales et régionales, aux échanges et à la mise en relation.

Les collaborations portent également sur **l'accompagnement organisationnel et institutionnel**. Cap Malagasy appuie FIFATAM qui, avec VMI et VMK, interviennent dans l'identification et l'appui aux leaders paysans. La structuration des acteurs est soutenue dans le cadre de projets ou de conventions entre APDRA et FIFATAM. À cela s'ajoutent des dispositifs de régulation et de reconnaissance institutionnelle, comme la délivrance de cartes professionnelles aux pisciculteurs par la DRPEB ou encore la mise en place de carnets pour les commerçants de poisson. En collaboration avec les différents services techniques, avec la DRPEB en tête de file, l'APDRA a également initié des actions dans la gestion de l'eau, la prévention et la lutte contre le vol de poissons, et le suivi et le contrôle des activités piscicoles en mobilisant les VMI, VMK et la VMR.

En résumé, dans la filière piscicole d'Amoron'i Mania, les services supports à l'innovation les plus fortement mobilisés sont d'abord le conseil et l'accompagnement technique, la facilitation de l'accès aux ressources, la production et diffusion de nouvelles connaissances, ainsi que la formation/accompagnement organisationnel. Ces services sont portés par un noyau assez large d'acteurs publics, associatifs et d'organisations paysannes, avec un rôle particulièrement central de la DRPEB, mais aussi de l'APDRA, de Tafo Miaavo, de FIFATAM, de CAP Malagasy, de PRA et du FDA. Les interventions sont très orientées vers la production, avec des formations techniques, du conseil de

proximité, des émissions radio, des fiches techniques, de l'appui aux associations et des appuis pour l'accès aux alevins, aux aliments ou aux équipements. La mise en relation et, dans une moindre mesure, l'appui à la mise au marché et le soutien institutionnel sont également présents, mais de façon plus sélective selon les acteurs. En revanche, la filière apparaît beaucoup moins outillée en matière de recherche et innovation formalisée et l'appui aux activités entrepreneuriales innovantes n'apparaît pas comme un service structurant de la filière.

En termes de collaborations, les dynamiques les plus fortes concernent le renforcement des capacités techniques et l'accompagnement de proximité des pisciculteurs, avec une articulation assez claire entre la DRPEB, APDRA, TTMR, Tafo Miaavo et les associations de base VMI, VMK et VMR. Les collaborations sont également visibles dans la structuration organisationnelle de la filière, l'identification et l'appui aux leaders paysans, la mise en relation commerciale via les foires, les échanges et la recherche de débouchés, ainsi que dans certaines fonctions de régulation et de sécurisation de la filière. En revanche, les collaborations semblent plus faibles dans le domaine de la facilitation de l'accès aux ressources, qui apparaissent relativement limitées et encore fragmentées entre acteurs. Elles apparaissent aussi insuffisamment structurées pour répondre aux enjeux de commercialisation coordonnée, de communication entre pisciculteurs et commerçants, de contrôle effectif des cartes et carnets professionnels, et plus largement de gestion concertée des déséquilibres entre surproduction, pénurie et contre-saison.

2.3 Problèmes et défis constatés au niveau de la filière piscicole

2.3.1 De manière générale sur la filière

Les problèmes liés aux innovations de la filière piscicole portent sur les aspects suivants :

Contraintes institutionnelles et d'appui à la filière

- Insuffisance de techniciens au sein de la DRPEB, notamment de spécialistes en pisciculture.
- Rotation fréquente des responsables entraînant un manque de continuité dans les activités.
- Faible nombre de partenaires soutenant la pisciculture.

Contraintes liées à l'eau et aux conditions de production

- Problèmes de gestion de l'eau en pisciculture.
- Insuffisance d'eau pendant la période de reproduction (faible pluviométrie et assèchement des sources).
- Mortalité des alevins due au froid.
- Absence d'alevins pour la production en contre-saison
- Insuffisance d'infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les réservoirs de stockage d'eau.

Contraintes liées à la commercialisation

- Mauvais état des routes.
- Problèmes liés à la surproduction ou à la pénurie de poissons selon les périodes.
- Manque de coordination au sein de certaines associations, rendant difficile la négociation de prix car une grande quantité de poissons arrive en même temps au niveau des commerçants.
- Mauvaise qualité ou insuffisance des points de vente dans certaines localités.
- Manque de communication entre les pisciculteurs et les commerçants.

- Manque de solidarité entre les commerçants de poissons, ne leur permettant pas de négocier la mise en place de points de vente de meilleure qualité.

Contraintes liées à la régulation et à la sécurisation de la filière

- Insuffisance de contrôle des cartes professionnelles des pisciculteurs et des carnets de vente des commerçants, compliquant la lutte contre le vol de poissons.

Deux défis majeurs ont été priorisé par les participants :

Défis majeurs de la filière piscicole dans la région Amoron'i Mania

- **Défi 1 : Structurer et sécuriser la commercialisation des produits piscicoles**
- **Défi 2 : Renforcer la résilience de la pisciculture face aux aléas climatiques**

2.3.2 Défi n°1 : Structurer et sécuriser la commercialisation des produits piscicoles

Les problèmes constatés sur le défi « Structurer et sécuriser la commercialisation des produits piscicoles » sont les suivants :

En matière de services supports et de modalités :

- Mauvais état des routes
- Mauvaise qualité ou insuffisance des points de vente dans certaines localités
- Problèmes liés à la surproduction ou à la pénurie de poissons selon les périodes
- Faible nombre de partenaires soutenant la pisciculture

En matière de collaborations des acteurs :

- Manque de coordination au sein de certaines associations
- Manque de solidarité entre les commerçants de poissons
- Insuffisance de contrôle des cartes professionnelles des pisciculteurs et des commerçants, compliquant la lutte contre le vol de poissons
- Manque de communication entre les pisciculteurs et les commerçants

2.3.3 Défi n°2 : Renforcer la résilience de la pisciculture face aux aléas climatiques

Les problèmes constatés sur le défi « Renforcer la résilience de la pisciculture face aux aléas climatiques » sont les suivants :

En matière de services supports et de modalités :

- Insuffisance de techniciens au sein de la DRPEB
- Rotation fréquente des responsables entraînant un manque de continuité dans les activités
- Problèmes de gestion de l'eau en pisciculture
- Insuffisance d'eau pendant la période de reproduction (faible pluviométrie et assèchement des sources)
- Insuffisance d'infrastructures hydrauliques, notamment les barrages et les réservoirs de stockage d'eau
- Mortalités des alevins dues au froid
- Absence d'alevins pour la production en contre-saison

En matière de collaborations des acteurs :

- Absence d'alevins pour la production en contre-saison
- Faible nombre de partenaires soutenant la pisciculture

- Manque de coordination au sein de certaines associations
- Problèmes liés à la surproduction ou à la pénurie de poissons selon les périodes
- Manque de communication entre les pisciculteurs et les commerçants

2.4 Pisciculture : propositions de pistes d'action formulées par les acteurs

Tableau 2 - Pistes d'actions pour la filière piscicole

Pistes d'actions prioritaires (court terme, mise en œuvre immédiate possible)	
<u>En lien avec le défi de la commercialisation</u>	
1.	Développement de la pisciculture en contre-saison.
2.	Mise à jour et diffusion de l'annuaire des commerçants de poisson.
3.	Mise à jour et diffusion de l'annuaire des commerçants d'intrants.
4.	Vérification des balances par la DRCC suivie de contrôles inopinés des balances par la DRCC, la commune et la police.
5.	Appui à l'achat groupé de bouteilles d'oxygène, avec la sensibilisation sur l'approche Coopérative Business School.
6.	Etude sur la mise en place de points de vente en collaboration avec le Projet PROGRÈS (organisation au niveau local, appui à la communication sur les points de vente).
7.	Amélioration du point de vente du lieu-dit Lafidasy (organisation d'une réunion entre commerçants et le responsable de la Commune, appui à la visibilité du point de vente amélioré)
8.	Collaboration entre les pisciculteurs et la commune pour les contrôles sur les marchés.
9.	Renforcement de l'organisation de la commercialisation (renforcement de la coordination entre pisciculteurs pour éviter qu'une trop grande quantité de poissons n'arrive en même temps sur le marché).
10.	Communication sur la possibilité de dépôt de plaintes auprès de la DRCC.
11.	Sensibilisation des restaurants et consommateurs à exiger la carte ou le carnet professionnel des vendeurs.
12.	Clarification et coordination des responsabilités : amélioration de la communication, de l'information et de l'organisation, avec définition des rôles de chaque acteur.
<u>En lien avec le défi de l'adaptation au changement climatique</u>	
13.	Formation sur l'amélioration des techniques de reproduction, notamment la production d'alevins et la maîtrise du calendrier de production.
14.	Formation sur la gestion de l'eau et l'aménagement des bassins versants.
Sanctions à l'encontre des personnes qui détériorent les infrastructures.	
Pistes d'action à intégrer dans des projets à moyen terme	
<u>En lien avec le défi de la commercialisation</u>	
1.	Renforcement de la collaboration avec la gendarmerie et la police en matière de sécurité, à travers l'Organe Mixte de Contrôle (OMC).
2.	Renforcement des contrôles au niveau des taxis-brousse.
3.	Sensibilisation pour l'adhésion aux associations.

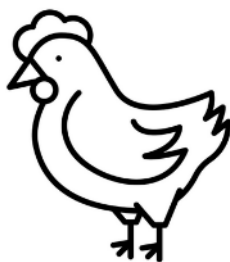
4. Mise en place de cartes au sein des associations de pêcheurs qui exploitent les étangs/lacs (la DRPEB a initié le recensement des étangs/lacs)

En lien avec le défi de l'adaptation au changement climatique

5. Amélioration ou mise en place d'infrastructures hydrauliques (barrages, réservoirs, forages).
6. Facilitation de l'accès aux équipements de pêche (thermomètre, etc.) et aux intrants.
7. Production de souches adaptées au changement climatique.
8. Promotion de l'interministérialité dans le domaine de la recherche.
9. Plaidoyer pour un financement adapté (financier et matériel) conforme au calendrier de production.

.

3 Innovations, diagnostic et pistes d'action pour la filière poulet gasy



3.1 Innovations dans la filière poulet gasy

Les innovations énumérées par les acteurs relèvent de 2 grandes catégories :

- **Innovations techniques et technologiques :**
 - Amélioration de la race via la race Kuroilur
 - Elevage de Black Soldier Flie (BSF) et des lombrics pour l'alimentation animale
 - Promotion des techniques d'élevage performantes
- **Innovations organisationnelles et institutionnelles :**
 - Mise en place des structures telles que le groupement des producteurs au niveau local, communal et régional (Vondron'ny Mpamokatra Ifotony (VMI), Vondron'ny Mpamokatra Kominaly (VMK); Vondron'ny Mpamokatra Rezionaly (VMR)
 - Mise en place de vente en ligne
 - Mise en place du Système d'Information Economique Local (SIEL)
 - Production orientée marché à travers l'approche SHEP³
 - Visite-échange et organisation d'achat groupé sur la vaccination

3.2 Cartographie des acteurs et fonctions de la filière poulet gasy

3.2.1 Acteurs et services

Maillons accompagnés dans la filière poulet gasy

Le maillon de la production est largement le plus accompagné dans la filière poulet gasy, suivi de la collecte et vente.

² L'approche SHEP (Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion) est une méthode qui vise à transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture orientée vers le marché. Elle encourage les agriculteurs à passer de la mentalité de « produire et vendre » à celle de « produire pour vendre »

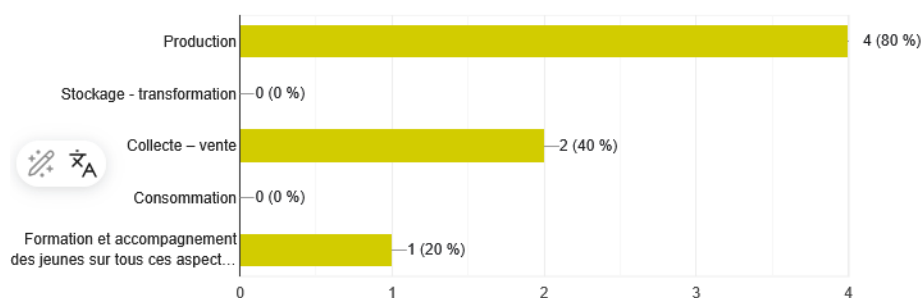


Figure 4 - Maillons sur lesquels les acteurs enquêtés interviennent

Modalités d'intervention des acteurs de l'accompagnement :

La totalité (100%) des organisations enquêtées accompagnent les producteurs au travers d'intermédiaires paysans tels que les paysans relais ou paysans leaders, en complément de techniciens ou animateurs. Aucune n'intervient au travers de techniciens uniquement.

Elles mobilisent de manière équilibrée des interventions collectives (formation de groupe en présentiel, conseil collectif, appui aux organisations de producteurs) et individuelles (conseil individuel, dotations de départ, coaching, formation et insertion des jeunes).

Les outils de diffusion de connaissance comme l'usage de nouvelles technologies ou la distribution de fiches techniques représentent 2 organisations sur 5. Les test/expérimentation et le coaching entrepreneurial ne font pas partie des interventions déclarées par les répondants.



Figure 5 - Modalités d'accompagnement des producteurs et acteurs de la filière poulet gasy : (1) Formation de groupe en présentiel / sensibilisation collective, (2) Apprentissage par les pairs (paysan à paysan), (3) Dotations de départ (matérielle ou financière), (4) Tests et démonstrations au champ (parcelles de démonstration, champs-école paysans, jardins scolaires, etc.), (5) Tests en laboratoires / centres, (6) Conseil individuel, (8) Conseil collectif, (9) Appui aux organisations de producteurs / coopératives, (10) Nouvelles technologies (radio, vidéo, e-learning, tablettes numériques, etc.), (11) Formation et insertion des jeunes, (12) Formation initiale longue, (13) Coaching entrepreneurial / incubateur / pépinière, (14) Organisations d'événements, (15) Visites d'échange

Le tableau ci-après détaille les acteurs, les services supports qu'ils mettent en œuvre ainsi que leurs modalités d'intervention :

Tableau 3 - Cartographie des organisations, services supports à l'innovation et modalités d'intervention de la filière élevage à cycle court

Organisation et maillon d'intervention	Services supports à l'innovation	Modalités d'intervention
DRAE (Production et appui transversal) (Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage)	a. Amélioration de l'accès aux ressources ; b. Conseil et appui technique ; c. Production et diffusion de nouvelles connaissances ; d. Appui à la mise au marché ; e. Mise en relation ; f. Formation et accompagnement organisationnel ;	a. Dotation d'intrants (géniteurs, provendes) ; b. Conseil groupé ou individuel ; c. Site de démonstration ; d. Développement de l'approche SHEP (<i>Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion</i>) (étude de marché, entrepreneuriat agricole, technique de production adaptée, négociation collective) ; e. Journée portes-ouvertes, organisation de foire et de visite-échange <i>via</i> les appuis des PTF ; f. Formation des paysans-leader (PL) et des groupements de base ;
FIFATAM (Production, stockage, transformation, transport et vente, consommation)	a. Amélioration de l'accès aux ressources ; b. Conseil et appui technique ; c. Appui à la mise au marché ; d. Recherche et Innovation ; e. Formation et accompagnement organisationnel ; f. Mise en relation ; g. Appui institutionnel ; h. Appui aux activités entrepreneuriales innovantes ;	a. Dotation de géniteurs et d'équipements agricoles, mise en place de FIFATantsaha (outil similaire au GVEC) ; b. Mise en place de PR production, formation groupée au niveau des OPB, conseil et/ou appui individuel des membres, appui à la valorisation des BSF en alimentation animale ; c. Mise en place de points de racolage de poulet lors des marchés hebdomadaires, mise en contact entre producteurs et débouchés commerciaux, Mise en place du Système d'Information Economique Local (SIEL), promotion de l'achat de la production par les membres ; d. Expérimentation en élevage de BSF et Lombricompost ; e. Mise en place d'une structure régionale d'éleveurs de poulet gasy ; f. Visite échange ; participation à la Foire Agricole Régionale de l'Amoron'i Mania (FARAAM) ; g. Représentation de l'OP auprès de différentes structures et/ou instances institutionnelles pour conduire un plaidoyer (Conseil Régional d'Orientation Agricole (CROA)/Chambre d'Agriculture/FDA/FaRMada/Vétérinaires mandataires), intermédiation vers les acteurs clés pour bénéficier des projets/programmes ; h. Incubation des producteurs membres <i>via</i> les projet/programmes (FORMAPROD, PROGRES), mise en place d'un collège agricole.

Organisation et maillon d'intervention	Services supports à l'innovation	Modalités d'intervention
CAP Malagasy (Production, transport et vente, appui transversale) (Conseil Agricole de Proximité, en lien avec FIFATAM)	a. Amélioration de l'accès aux ressources ; b. Conseil et appui technique ; c. Production et diffusion de nouvelles connaissances ; d. Appui à la mise au marché ; e. Recherche et Innovation ; f. Formation et accompagnement organisationnel ; g. Appui institutionnel.	a. Dotation d'intrants (géniteurs, aliments) et de matériels d'élevage (abreuvoir), mise en place de GVEC, mise en place de maisons de stockage ; b. Conseil de proximité <i>via</i> Conseillers Agricoles de proximité, formation des OPB partenaires (technique, gestion), Appui à la valorisation des BSF dans l'alimentation animale ; c. Emission Radio (Radio Maria) ; d. Développement de l'approche SHEP, formation et information <i>via</i> PR Commercialisation ; e. Essai de l'utilisation des ressources végétales locales (comme consoude, piment, etc.) dans la santé animale ; f. Formation des Paysans Leaders, g. Mise en place de VMI, VMK, VMR / Participation à des foires communales, régionales ou nationales/ Organisation des journées portes ouvertes dans des communes
Promotion Rurale Ambositra (PRA) (Production, transformation, appui transversale)	a. Amélioration de l'accès aux ressources ; b. Conseil et appui technique ; c. Production et diffusion de nouvelles connaissances ; d. Appui à la mise au marché ; e. Recherche et Innovation ; f. Formation et accompagnement organisationnel ; g. Mise en relation ; h. Appui institutionnel ; i. Appui aux activités entrepreneuriales innovantes	a. Mise en place du VSL pour faciliter l'accès au crédit au niveau du groupe de travail (GT), dotation de primes aux éleveurs pleinement motivés (financement ou matériels jugés manquants) selon certains critères (qualité du poulailler, prophylaxie, tenue d'un cahier d'enregistrement au niveau de l'exploitation) ; b. Mise en place de site vitrine (exemple : poulailler), formation des techniques de production au niveau des GT ; c. Diffusion de <i>success story</i> des bénéficiaires <i>via</i> émission radio (Radio Maria) de chaque Jeudi ; d. Développement de l'approche SHEP (collecte de prix par des techniciens) ; e. Expérimentation sur une culture d'orge en contre-saison destinée à l'alimentation animale (petits ruminants surtout) ; f. Formation des producteurs en Paysan Expert ; g. Organisation de visite-échange (inter-commune ou <i>via</i> collaborateur), forum ; h. Plaidoyer au niveau communal pour lutter contre les vols ; i. Installation des jeunes <i>via</i> l'approche GALS (<i>Gender Action Learning System</i>);
Vétérinaires mandataires (Production)	a. Amélioration de l'accès aux ressources ; b. Conseil et appui technique	a. Vente de vaccins ; b. Formation des Agents Locaux de Production et Santé Animale (APPSA)

Organisation et maillon d'intervention	Services supports à l'innovation	Modalités d'intervention
FDA (Production, appui transversal) (Fonds de Développement Agricole)	Amélioration de l'accès aux ressources	Financement des individus ou des OPB après analyse de dossiers de demande de financement et validation par un comité régional

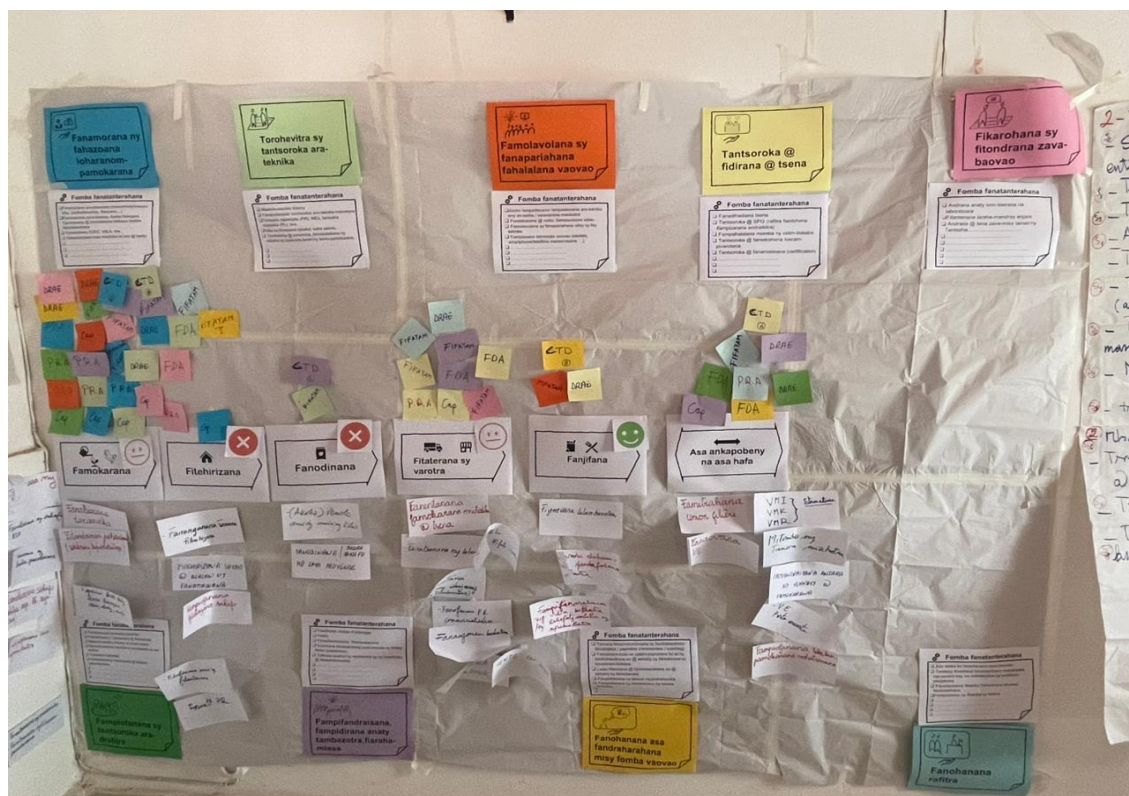


Figure 6 - Acteurs, services supports, modalités d'intervention et collaborations le long de la filière (résultat du groupe d'acteurs de la filière élevage à cycle court)

3.2.2 Coopérations des acteurs au sein de la filière

Les collaborations entre les acteurs se font à travers la fourniture de différents services :

- **Facilitation de l'accès à la vaccination** : Pour améliorer l'accès des éleveurs aux services de vaccination, une collaboration s'établit entre les vétérinaires sanitaires, FIFATAM et PRA. Les vétérinaires mandataires dispensent des formations aux paysans relais vaccinateurs, les certifient et assurent la distribution des vaccins via différentes organisations. Avec le soutien de FIFATAM et PRA, les PR prennent ensuite en charge la vaccination des troupeaux appartenant aux membres bénéficiaires. Le même type de collaborations existe entre vétérinaires et APPSA (Agents de Proximité en Production et Santé Animale)
- **Financement des activités via les projets/programmes du ministère** : L'acquisition de matériels et intrants par le FDA/DRAE est réalisée grâce à des programmes comme DEFIS. Les organisations apportent des services à leurs membres à travers ces programmes, tels que

l'incubation offerte aux membres de FIFATAM via DEFIS et PROGRES. Des GVEC sont également créées par CAP Malagasy et FIFATAM avec le soutien financier de DEFIS.

- **Expérimentation** : En tant qu'OPR membre du groupe FIFATA, FIFATAM mène des expérimentations sur les BSF et les lombrics, en partenariat avec le CEFFEL.
- **Renforcement de capacités** : PRA et FIFATAM, ainsi que les collèges agricoles, bénéficient du programme de développement des compétences mis en place par le réseau FARMADA.
- **Complémentarité dans la mise en place d'un site de démonstration** : La collaboration entre CAP Malagasy et PRA permet de renforcer leurs actions respectives. CAP Malagasy propose des services de formation technique, tandis que PRA fournit le matériel nécessaire, facilitant ainsi la mise en place du site de démonstration.
- **Cadrage institutionnel** : La région, les services déconcentrés du ministère et les collectivités territoriales décentralisées assurent l'encadrement institutionnel de l'appui apporté par différentes organisations.

En résumé dans la filière poulet gasy, les services supports à l'innovation les plus fortement mobilisés sont très nettement l'amélioration de l'accès aux ressources et le conseil/appui technique, présents chez l'ensemble ou presque des principaux acteurs de la filière. Autour de ces deux services dominants s'ajoutent de manière assez soutenue la formation et l'accompagnement organisationnel, l'appui à la mise au marché et la production/diffusion de nouvelles connaissances, notamment via les sites de démonstration, les émissions radio, les approches SHEP, les paysans relais, les visites d'échange et les dispositifs d'épargne/crédit. FIFATAM, CAP Malagasy et PRA portent l'offre de services la plus complète, tandis que la DRAE joue un rôle important d'appui transversal, les vétérinaires mandataires se concentrant sur la vaccination et le FDA sur le financement. La recherche et innovation, l'appui institutionnel et l'appui aux activités entrepreneuriales innovantes existent bien dans la filière, mais restent portés par un nombre plus limité d'acteurs et apparaissent encore insuffisamment consolidés au regard des besoins, notamment sur l'alimentation animale, l'amélioration génétique, la professionnalisation économique et l'entrepreneuriat des jeunes.

La collaboration entre acteurs est déjà opérationnelle et se traduit par une offre de services assez complète (vaccination, financement, expérimentation, renforcement de capacités, démonstration), avec des rôles plutôt bien répartis. Sur la vaccination, la coordination entre vétérinaires sanitaires, FIFATAM et PRA vise à rapprocher le service des éleveurs : les vétérinaires mandataires forment les paysans relais vaccinateurs (PR), organisent l'acheminement des vaccins, puis les PR réalisent la vaccination des cheptels des membres. Sur le financement, l'État via le FDA/DRAE mobilise des projets/programmes (ex. DEFIS) pour acquérir matériels et intrants, tandis que les organisations paysannes transforment ces ressources en services concrets pour leurs membres et co-crée des mécanismes comme les GVEC avec CAP Malagasy et FIFATAM. Côté innovation, FIFATAM (OPR du groupe FIFATA) mène des expérimentations sur les BSF et les lombrics avec le CEFFEL. Le réseau FARMADA soutient le renforcement des capacités de PRA, FIFATAM et des collèges agricoles. Enfin, la complémentarité est visible dans la création d'un site de démonstration où CAP Malagasy apporte la formation technique et PRA fournit le matériel. Le cadrage institutionnel assuré par la région, les services déconcentrés du ministère et les collectivités territoriales permet d'éviter les chevauchements et formaliser les responsabilités pour pérenniser le dispositif.

3.3 Problèmes et défis constatés au niveau de la filière poulet gasy

3.3.1 De manière générale sur la filière

A la demande des participants, les problèmes liés aux innovations de la filière petits élevage ont été focalisés sur le poulet gasy qui portent des dynamismes et concernent :

- Un taux de mortalité élevé face aux maladies et la non-appropriation des programmes de prophylaxies par les éleveurs ;
- Une faible proportion d'éleveurs professionnels : le poulet gasy n'est pas encore considéré comme une filière porteuse pour les éleveurs mais comme une opportunité de diversification. Cet aspect est confirmé par les difficultés rencontrées dans la gestion de l'exploitation d'élevage, le respect du calendrier de vaccination, la gestion et l'approvisionnement d'aliments, ... ;
- Un prix bas de vente des poulets au niveau des éleveurs dû (i) : au manque d'organisation des éleveurs au profit des petits collecteurs ; (ii) aux difficultés d'accès causées par le mauvais état des routes ; (iii) à la fixation des prix de vente basée uniquement sur une appréciation visuelle, sans recours à un système de calibrage ; (iv) à l'absence d'accords commerciaux formels auprès des éleveurs ; (v) au manque de traçabilité pour garantir la qualité des cheptels.
- L'absence de matériels adéquats et le non-respect des normes sur le transport causant la mort d'une part importante des cheptels ;
- Une faible consommation des poulets au niveau des producteurs.

Ces problèmes ont été reformulés par les acteurs autour de 2 défis majeurs de la filière :

Défis majeurs de la filière poulet gasy dans la région Amoron'i Mania

- **Défi 1 : Renforcer la gestion de la santé animale**
- **Défi 2 : Professionnaliser les éleveurs pour renforcer la compétitivité et l'attractivité durable de la filière**

3.3.2 Défi n°1 : Renforcer la gestion de la santé animale

Les problèmes constatés sur le défi « Renforcer la gestion de la santé animale » sont les suivants :

En matière de services supports et de modalités :

- Accès aux ressources :
 - o Disponibilité limitée des vaccins à proximité des éleveurs ;
 - o Difficulté d'accès aux matériels de conditionnement du vaccin ;
 - o Problème d'organisation de la vaccination ;
 - o Rupture ponctuelle de stocks de vaccins au niveau national (au niveau de IMVAVET) ;
- Conseil et accompagnement technique :
 - o Non maîtrise des mesures prophylactiques par les éleveurs ;
 - o Non couverture de certaines zones par les vétérinaires mandataires ;
 - o Faible ratio entre éleveurs et paysans relais vaccinateurs ;
- Recherche et Expérimentation :
 - o Il manque des preuves scientifiques sur les méthodes traditionnelles comme les « ady gasy » utilisées par les éleveurs comme l'utilisation des Felambarika contre le Choléra aviaire, etc ;

- Formation et accompagnement organisationnel :
 - Les organisations paysannes de bases ne sont pas suffisamment organisées pour permettre l'approvisionnement des vaccins à ses membres. En revanche, l'OPR joue bien son rôle dans la mise en relation et la collaboration avec les vétérinaires sanitaires ;
 - Les membres des OP sont peu nombreux, ce qui rend la gestion des maladies difficiles car les cheptels des non-membres ne sont pas vaccinés.
- Appui institutionnel :
 - La Loi sur le mandat de vaccination ne permet pas la mise à l'échelle de la gestion prophylactique pour la filière poulet gasy.

En matière de collaborations des acteurs :

- Les procédures au sein du FDA, exigent des fournisseurs formels, ne permettent pas de valoriser les éleveurs locaux ou de soutenir leur production ;
- Les échanges sur les bonnes pratiques prophylactiques sont rares : quelques éleveurs soutenus ont trouvé des solutions sanitaires, tandis que d'autres restent dans l'incertitude.

3.3.3 Défi n°2 : Professionnaliser les éleveurs

Les problèmes constatés sur le défi « Professionnaliser les éleveurs » sont les suivants :

En matière de services supports et de modalités :

- Accès aux ressources :
 - Difficulté d'accès des petits éleveurs aux matériels d'élevage moderne (abreuvoir, mangeoire, grillage, matériels de conditionnement de vaccin, ...) ;
 - La hausse des prix des matières premières pour l'alimentation des volailles oblige les éleveurs à solliciter un soutien financier. Il y a concurrence entre l'alimentation humaine et l'alimentation animale ;
 - Il n'y a pas de structure pour soutenir les risques dans l'élevage comme les assurances agricoles ;
 - Le taux d'intérêt dans les banques et les institutions de microfinances n'est pas adapté aux cycles d'élevage.
- Conseil et accompagnement technique :
 - La récurrence des vols de cheptels réduit la motivation des éleveurs à adopter des techniques innovantes telles que la construction de bâtiments dédiés à l'élevage ou la mise en enclos des poulets ;
 - Avec le manque d'enregistrement technico-économique et de références économiques, la conviction liée à la rentabilité de l'élevage de poulet gasy diminue ;
 - Le nombre de techniciens ne permet pas d'assurer un accompagnement continu des éleveurs. Ceci est aggravé par le manque d'équipements et de moyens pour le suivi ;
- Recherche et innovation :
 - Il y a peu d'activités de recherche dédiées à l'alimentation animale et à l'amélioration génétique des poulets gasy ;
- Accompagnement à la mise en marché :
 - Il y a peu d'initiatives pour la mise en place de points de vente des produits issus des petits élevages dans la Région
- Formation et accompagnement organisationnel :

- Fragilité des structures locales tels que les VMR/VMK à offrir des services pour soutenir la filière petit élevage. Les services ne sont pas viables ;
- Soutien aux activités entrepreneuriales innovantes :
 - L'orientation et d'accompagnement des jeunes vers l'entrepreneuriat est très peu orienté vers la filière petit élevage.

En matière de collaborations des acteurs :

- La diversité des techniques proposées par les projets et programmes rend les éleveurs hésitants sur le choix de la méthode. Les fiches techniques et les modules de formations ne sont pas validés auprès des structures déconcentrées.

3.4 Poulet gasy : propositions de pistes d'action formulées par les acteurs

Tableau 4 - Pistes d'actions pour la filière poulet gasy

Pistes d'action prioritaires (court terme, mise en œuvre immédiate possible)
<u>En lien avec le Défis « gestion de la santé animale »</u> 1. Organisation d'achat groupé des vaccins par structure selon l'échelle de proximité (régional > communal > local) en collaboration avec les services vétérinaires ; 2. Amélioration de la planification de la vaccination au niveau des groupements de producteurs (élaboration et mise en œuvre de calendriers de vaccination) pour faciliter l'approvisionnement et la commande des vaccins ; 3. Formation d'un représentant des OPB sur la vaccination sous forme de paysan relais pour densifier le réseau des vaccinateurs ; 4. Renforcement de capacité des PR vaccinateurs pour assurer la qualité des services de vaccination ; 5. Promotion de l'épargne collective et amélioration de l'utilisation des structures locales d'épargne et de crédit (VSLA, GVEC) pour soutenir la filière petit élevage ; 6. Amélioration des conseils pour faciliter l'accès aux ressources surtout la santé animale (FDA, Cotisation, VSLA, etc.) ; 7. Diffusion des résultats de recherche déjà validés par le SRE/DRAE, notamment les pratiques traditionnelles (« ady gasy ») utilisées comme mesures prophylactiques pour la santé animale ; 8. Diffusion des bonnes pratiques de conditionnement de vaccin ainsi que les mesures prophylactiques en général (en collaboration avec le SRE et les vétérinaires) ; <u>En lien avec le Défis « professionnaliser les éleveurs »</u> 9. Mise en relation des groupements d'éleveurs au niveau du FDA afin de faciliter l'accès aux géniteurs pour valoriser les éleveurs locaux ; 10. Elaboration d'un compte d'exploitation-type comme référentiel lié à l'élevage et diffusion <i>via</i> différents supports (fiche technique, vidéo) ; 11. Mise en place d'une parcelle de démonstration associant les cultures destinées à l'alimentation humaine et l'alimentation animale pour montrer la gestion efficace des ressources disponibles ; 12. Formation des éleveurs sur la valorisation des matières premières disponibles localement dans l'alimentation animale ; 13. Visite échange entre organisations pour renforcer et partager les acquis ; 14. Réunion de coordination des acteurs avec la Région ;

15. Redynamisation de la commission « petit élevage » dans la Région

Pistes d'action à intégrer dans des projets à moyen terme

En lien avec le Défis « gestion de la santé animale »

1. Densification des APPSA par des plaidoyers auprès du Ministère et des projets pour renforcer l'accès à la santé animale ;
2. Formalisation des VMK (NIF STAT) afin de faciliter le financement des fonds de démarrage pour les services de santé animale ;
3. Organisation des activités de recherche sur les pratiques traditionnelles (« ady gasy »), en collaboration avec l'Université d'Ambositra et les SRE/DRAE ;

En lien avec le Défis « professionnaliser les éleveurs »

4. Plaidoyer pour une structure de soutien aux éleveurs comme l'assurance agricole ;
5. Mise en relation des bénéficiaires avec des assurances agricoles déjà existantes ;
6. Développement de l'élevage de BSF et de lombricompost ;
7. Diffusion de l'utilisation du JUNCAO ;
8. Standardisation/homogénéisation des offres de conseil technique via la DRAE ;
9. Plaidoyer pour la réduction du taux d'intérêt sur les offres de crédit destinés à l'élevage ;
10. Mise en place d'un carnet d'éleveur afin de limiter le vol (surtout dans le contrôle des ventes des produits d'élevage) ;
11. Mettre en exergue lors de la mise à jour du Plan Régional de Développement (PRD) les aspects liés à l'augmentation des effectifs de techniciens en élevage dans la Région ;
12. Orienter ou développer les sujets de recherche liés à l'alimentation animale (en lien avec l'Université, la Région et la DRAE) ;
13. Concertation entre acteurs pour mettre en place un point de vente collectif de poulet gasy dans la Région ;
14. Intégration des jeunes entrepreneurs en élevage dans les politiques de la région (PRD, PCD) en collaborant avec différents STD (DREFTP, DRJS, DRAE, etc.)

Réserves

En lien avec le Défis « gestion de la santé animale »

1. Installation de dispositifs de réfrigération solaire pour le stockage des vaccins dans les zones isolées



Figure 7 - Groupe de travail sur la filière poulet gasy

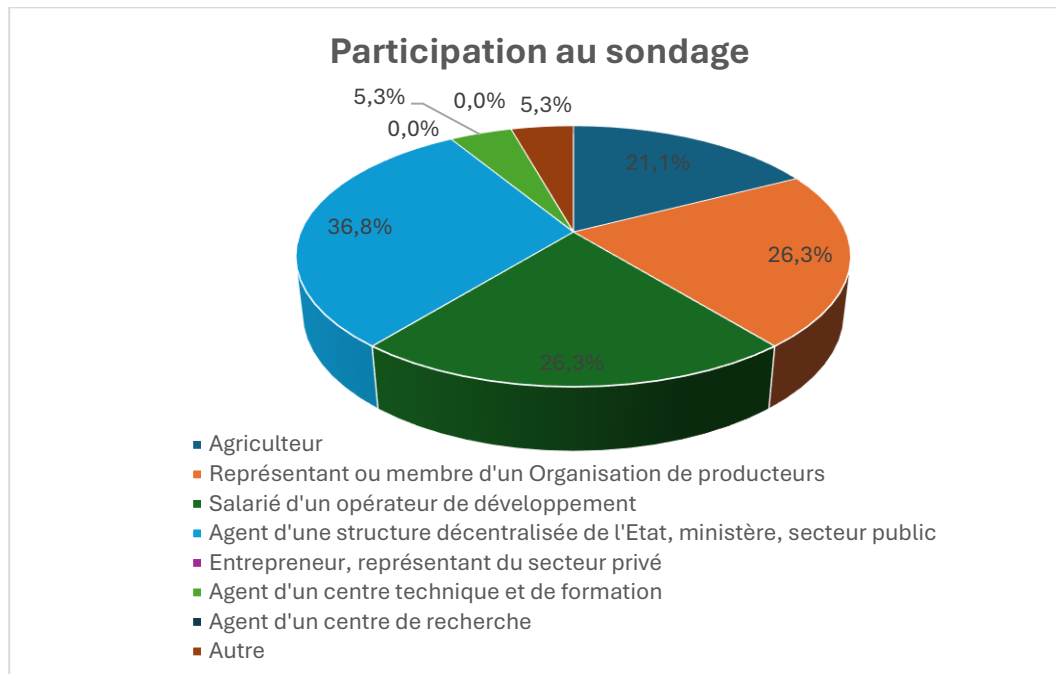


Figure 8 - Groupe de travail de la filière piscicole

4 Evaluation de l'atelier par les participants

4.1 Répondants

Sur 21 participants à l'atelier, 20 ont répondu au sondage, soit un taux de réponse de 95%.



Les répondants sont issus principalement :

- Des agents des structures décentralisées de l'Etat, ministère, secteur public (36,8%),
- Des salariés d'un opérateur de développement (26,3%),
- Des représentants ou membres d'une OP (26,3%),
- Des agriculteurs (21,1%),
- D'un agent d'un centre technique et de formation (5,3%)
- Et d'un représentant d'une plateforme dont la personne n'a pas mentionné le nom (5,3%)

Comme un participant peut être compté dans plusieurs catégories, la somme des pourcentages dépasse 100 %.

4.2 Apprentissage et Impact de l'Atelier

Messages ou idées principales retenues par les participants après l'atelier

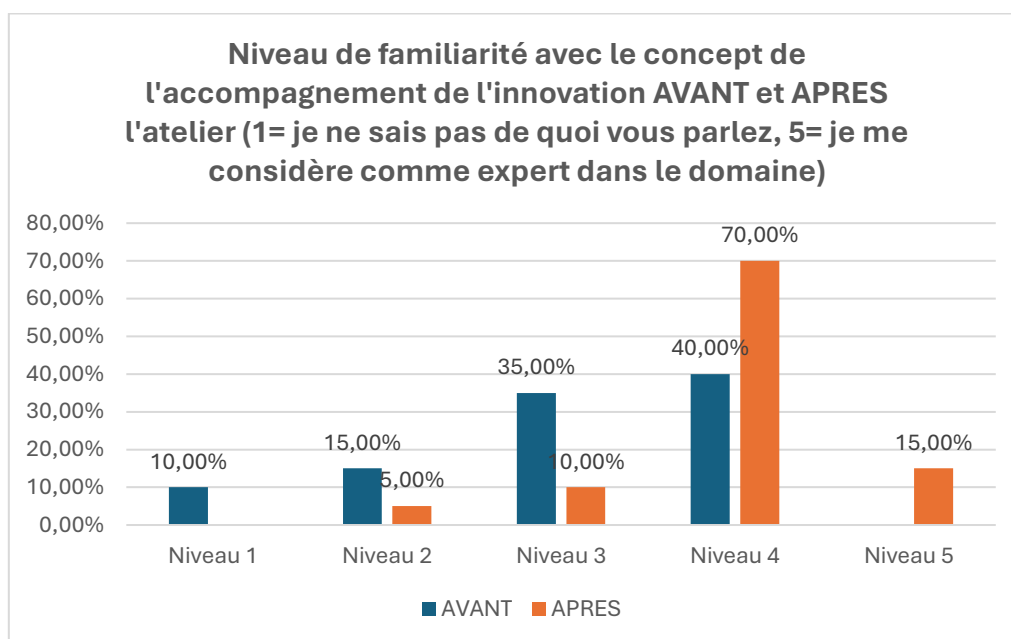
Les participants ont principalement retenu les points suivants à l'issue de l'atelier :

- Importance de remonter les résultats et recommandations au niveau national, afin d'assurer leur prise en compte et leur mise en œuvre à plus grande échelle.
- Identification des principaux problèmes et contraintes affectant les filières pisciculture et petit élevage, ainsi que des pistes d'action prioritaires pour y répondre.
- Nécessité de renforcer la concertation et la collaboration entre acteurs (publics, privés, producteurs) pour développer les filières dans un contexte de variabilité climatique.

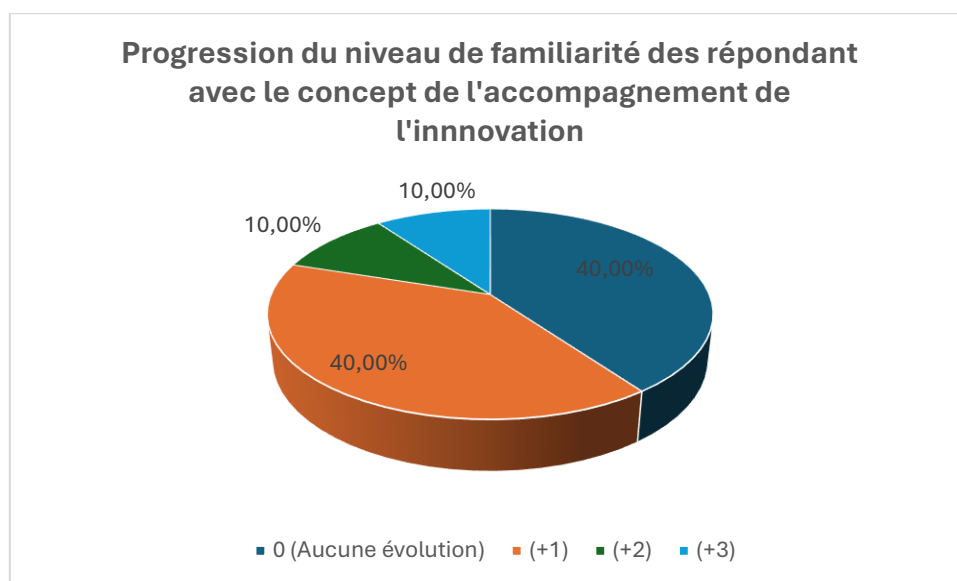
- Importance de promouvoir et diffuser les innovations, notamment pour soutenir les producteurs et encourager l'implication des jeunes.
- Reconnaissance du potentiel d'amélioration de la production, de la qualité et de la commercialisation des produits.
- Mise en évidence de la nécessité d'une meilleure organisation des chaînes de valeur et d'une clarification des rôles et responsabilités des acteurs.
- Importance de prendre en compte les enjeux spécifiques, tels que l'alimentation animale et sa concurrence avec l'alimentation humaine.
- Besoin de passer à l'action, notamment à travers l'application des recommandations et le soutien concret aux innovations.
- Renforcement de la compréhension des filières pisciculture et petit élevage, ainsi que des dynamiques et interactions entre les acteurs.

Familiarité avec la thématique de l'accompagnement de l'innovation

Avant l'atelier, **40%** des répondants se considéraient assez familiers avec le concept d'accompagnement de l'innovation et **75%** peu familiers. Après l'atelier, **85%** des répondants se déclarent très familiers, indiquant un renforcement significatif des connaissances.



Précisément, **60%** des répondants ont amélioré leur niveau de familiarité avec le concept de l'accompagnement de l'innovation.



Impact sur les Pratiques Professionnelles

Presque tous les répondants ont affirmé que l'atelier influencera leur manière de travailler dans leur structure. Parmi les changements prévus :

- Renforcement des connaissances et des acquis, grâce aux échanges et aux apprentissages issus de l'atelier.
- Amélioration des pratiques professionnelles, notamment dans les activités quotidiennes, les méthodes de travail et l'organisation interne (communication, gestion des données, archivage).
- Ajustement et optimisation des actions et stratégies, afin de mieux répondre aux besoins du terrain.
- Amélioration de la production, en termes de quantité et de qualité, avec des impacts attendus sur les revenus des producteurs.
- Renforcement des appuis aux organisations de producteurs, en améliorant la qualité des services proposés.
- Introduction et promotion de nouvelles approches innovantes, pour améliorer l'efficacité des interventions.
- Travail en synergie avec les autres acteurs, favorisant la collaboration et la coordination des actions.
- Amélioration de la prise de décision, à travers la formulation de propositions et la mise en place de mesures concrètes.
- Professionnalisation des producteurs, notamment par l'adoption de techniques améliorées et adaptées.
- Capacité d'adaptation accrue, notamment face aux changements et aux évolutions du contexte.

5 Conclusion de l'atelier régional

L'atelier régional organisé dans la région Amoron'i Mania a permis de réunir une diversité d'acteurs engagés dans les filières pisciculture et élevage à cycle court, incluant des producteurs, des organisations paysannes, des services techniques de l'État, des entreprises et des opérateurs de développement. Ces échanges ont permis de partager les expériences existantes, de mieux comprendre les dynamiques d'innovation dans les deux filières et d'identifier collectivement les principaux défis ainsi que des pistes d'action pour les surmonter.

L'évaluation de l'atelier par les participants montre un niveau d'adhésion élevé à la démarche et à ses résultats. Avec un taux de réponse de 95 %, les retours soulignent l'intérêt de l'atelier pour mieux comprendre les dynamiques des deux filières, clarifier les rôles des acteurs et faire émerger des pistes d'action concrètes. L'atelier a également eu un effet réel d'apprentissage sur l'accompagnement de l'innovation : la part des répondants se considérant bien familiers avec ce concept est passée de 40 % avant l'atelier à 85 % après, et presque tous indiquent que les échanges influenceront leur manière de travailler, notamment en matière de coordination, de professionnalisation des producteurs, de diffusion des innovations et de passage à l'action.

Pour la filière piscicole, le diagnostic met en évidence un système d'innovation agricole animé par une diversité d'acteurs publics, associatifs et professionnels, avec un rôle particulièrement central de la DRPEB, entourée d'organisations d'appui comme l'APDRA, Tafo Miaavo, PRA, CAP Malagasy, TTMR, FIFATAM, les associations de producteurs aux différents niveaux, ainsi que le FDA et la ZEP. Les services supports à l'innovation les plus prépondérants sont le conseil et l'accompagnement technique, la facilitation de l'accès aux ressources, la production et diffusion de nouvelles connaissances et l'accompagnement organisationnel. Ils se traduisent surtout par des formations techniques, du conseil de proximité, des émissions radio, la diffusion de fiches et calendriers piscicoles, l'appui aux associations, la facilitation de l'accès aux alevins, aux aliments et à certains équipements, ainsi que l'organisation de foires et de mises en relation commerciales. En revanche, certains services restent plus faibles ou insuffisamment structurés, en particulier la recherche et innovation formalisée à l'échelle régionale, l'appui aux activités entrepreneuriales innovantes, et plus largement les dispositifs stables de soutien à la commercialisation et à l'accès coordonné aux ressources. Les collaborations les plus marquées concernent le renforcement des capacités techniques, l'encadrement de proximité des pisciculteurs, la structuration des associations, la mise en relation commerciale et certaines fonctions de régulation et de sécurisation de la filière. Ces collaborations sont organisées autour d'un noyau institutionnel piloté par la DRPEB, avec des complémentarités entre zones et entre types d'acteurs. En revanche, elles apparaissent plus limitées dans la coordination de la commercialisation, la communication entre pisciculteurs et commerçants, le contrôle effectif des cartes et carnets professionnels, et la réponse concertée aux enjeux de contre-saison, de surproduction/pénurie et d'adaptation climatique.

Les principales pistes d'action envisagées par les participants portent donc sur la structuration et la sécurisation de la commercialisation (meilleure organisation de la mise en marché, annuaires d'acteurs, contrôle des balances, amélioration et création de points de vente, renforcement de la coordination entre pisciculteurs, sensibilisation des commerçants et consommateurs, clarification des rôles) mais aussi sur le renforcement de la résilience de la filière à travers la production en contre-saison, l'amélioration des techniques de reproduction et de production d'alevins, la gestion de l'eau et des bassins versants, le développement d'infrastructures hydrauliques, l'accès aux équipements et intrants, ainsi que la production de souches adaptées au changement climatique.

Pour la filière poulet gasy, le système d'innovation agricole repose lui aussi sur une diversité d'acteurs complémentaires, avec un rôle important de la DRAE, de FIFATAM, de CAP Malagasy, de PRA, des vétérinaires mandataires et du FDA, appuyés par différents projets, structures de formation et cadres institutionnels. Les services supports à l'innovation les plus fortement mobilisés sont d'abord l'amélioration de l'accès aux ressources et le conseil/appui technique, auxquels s'ajoutent de manière importante la formation et l'accompagnement organisationnel, l'appui à la mise au marché et la production/diffusion de nouvelles connaissances. Cela se traduit par des dotations en géniteurs, aliments ou matériels, la mise en place de relais paysans, des formations techniques, des sites de démonstration, des approches orientées marché comme le SHEP, des émissions radio, des visites d'échange et des dispositifs d'épargne/crédit. Certains services apparaissent toutefois encore insuffisamment développés au regard des besoins de la filière, notamment la recherche et innovation sur l'alimentation animale et l'amélioration génétique, l'appui aux activités entrepreneuriales innovantes pour les jeunes, la structuration de services économiques durables au niveau des organisations locales, ainsi qu'une meilleure harmonisation institutionnelle des offres de conseil. Les collaborations les plus présentes concernent la vaccination et la santé animale, grâce à la coordination entre vétérinaires mandataires, FIFATAM et PRA, le financement à travers les programmes publics et les projets, l'expérimentation sur les BSF et les lombrics, le renforcement des capacités, et la mise en place de sites de démonstration avec des rôles complémentaires entre acteurs. La filière bénéficie donc déjà d'une base de collaboration opérationnelle. En revanche, des insuffisances demeurent dans les échanges sur les bonnes pratiques prophylactiques, l'harmonisation des références techniques, la mise en marché collective, la couverture des zones par les services vétérinaires, ainsi que dans les mécanismes institutionnels permettant une montée en échelle durable des services.

Les principales pistes d'action priorisées par les participants portent en premier lieu sur le renforcement de la santé animale, à travers l'achat groupé des vaccins, une meilleure planification de la vaccination, la formation et le renforcement des paysans relais vaccinateurs, la diffusion des bonnes pratiques prophylactiques et des résultats de recherche déjà validés, ainsi que la mobilisation de l'épargne et du financement de proximité. En second lieu, les participants mettent l'accent sur la professionnalisation des éleveurs, avec l'amélioration de l'accès aux géniteurs et aux équipements, la mise en place de références technico-économiques, la valorisation des ressources locales pour l'alimentation animale, les visites d'échange, la redynamisation des cadres de concertation régionaux, le développement du BSF et d'autres innovations, le plaidoyer pour des dispositifs d'assurance et de crédit plus adaptés, ainsi qu'une meilleure intégration du petit élevage dans les politiques régionales et les dispositifs d'appui aux jeunes entrepreneurs.

Cet atelier a permis de mieux caractériser les systèmes d'innovation agricole des deux filières, de rendre plus visibles les complémentarités mais aussi les limites des dispositifs d'appui existants, et de faire émerger des pistes d'action concrètes, partagées par les acteurs régionaux. Il a également renforcé la compréhension collective de l'accompagnement de l'innovation et créé un espace utile de dialogue entre services publics, organisations de producteurs, structures d'appui et autres parties prenantes. La suite nécessitera surtout un suivi des priorités identifiées, une clarification des responsabilités entre acteurs et un portage effectif de certaines recommandations au niveau régional et national. L'enjeu sera désormais de transformer cette dynamique de diagnostic et de concertation en actions coordonnées, visibles et durables au service du développement des filières pisciculture et élevage à cycle court.

Annexes

Annexe 1 – liste de présence

Annexe 2 – Présentations

Liste de présence

N°	NOM ET PRENOMS	INSTITUTION	FONCTION
01	RANDRIANARIVONY Onjamalala	MPEB/DRPEB	DIRECTEUR
02	MANANTSOA Lanto Andriamamitanjaka	MPEB/DRPEB AMM	SRPA
03	ANDRIANANTENAINA herisoa Casimir	APDRA 4F/ASAM	DIRECTEUR REGIONAL
04	RAZANAMARO Lucile	PRA	RESPONSABLE DE PROJET ET SUIVI EVALUATION
05	ANDRIAMIHAJA Hans	ONG Tafa	GERANT ZEP
06	RAFALIARIMANANA J.	MPIVAROTRA	MPIVAROTRA
07	RAKOTONANDRASANA Andriamandimby Raelina	TAFOMIHAAVO	PRESIDENT REGIONAL
08	RAMANANTENASOA Rinah	TAFOMIHAAVO	MPANOLON-TSAINA
09	RAJAONARY Andrianasolo	REGION AMORON'I MANIA	DID
10	RAFANOMEZANTSOA Dominique Marcel	CAP MALAGASY	RESPONSABLE TECHNIQUE REGIONAL
11	RAKOTONIRINA Voninarivo Felix	DRIC	DIRECTEUR
12	MANAHADRAY Heriniaina Pierre	FDA AMM	DIRECTEUR REGIONAL
13	NDREMA PIERRE Aloson Jérôme Gabriel	VMR	PRESIDENT VMR
14	ANDRIATSIHOARANA Tsiribihina	FIFATAM	CTE
15	FIDINANDRASANA Lucien Barivelo	FIFATAM	PRESIDENT
16	RASOAMANAMPY Evline	MPIVAROTRA TRONDRO	MPIVAROTRA TRONDRO
17	RANDRIANARIVELO Emerson Rivo Paul	DRAE	CHEF SRE
18	RANDRIAHELINARIVO Rado Andrianina	CAAM	DIRECTEUR

19	RAZAFINDRAMARO Marie Rosette	DRAE	TALE PAR INTERIM
20	ANDRIATSITOHAINA Jean Paul	FIFATAM	MPAMOKATRA
21	ANDRIANAMBOARINA Jetha	TTMR	RTR
22	RAZAFIMBELONAINA Harisoa	FOFIFA	ASSISTANTE DE RECHERCHE
23	RAHARINJANAHARY Holy	PROJET MAKIS	CONSULTANTE
24	RAVOLA HARISOA Joëline Brigitte	FOFIFA	ASSISTANTE LOGISTIQUE
25	RATOVOHERITIANA Maminirina Frédéric	PROJET MAKIS	ANIMATEUR
26	ZONANTENAINA Andrianandraina	PROJET MAKIS	ASSISTANT DE RECHERCHES